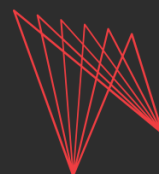




ATELIER CANADA-ARCTIQUE PACIFIQUE NORD :

Naviguer dans les nouvelles dynamiques géopolitiques de l'Arctique canadien et du Pacifique Nord



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA

RÉDIGÉ PAR

Hema Nadarajah

Gestionnaire de programme, Asie du sud est, FAP Canada

ÉDITION PAR

Vina Nadjibulla

Vice-présidente, Recherche et stratégie, FAP Canada

Erin Williams

Directrice de programmes, FAP Canada

Ted Fraser

Rédacteur principal, FAP Canada

RAPPORT SOMMAIRE

ATELIER CANADA-ARCTIQUE PACIFIQUE NORD :

Navigating Emerging Geopolitical Dynamics in the Canadian Arctic and North Pacific

La FAP Canada a organisé, le 20 janvier 2026 à Vancouver, au Canada, une table ronde stratégique intitulée « Naviguer dans les nouvelles dynamiques géopolitiques de l'Arctique canadien et du Pacifique Nord ». Cet atelier, rendu possible grâce à un financement du ministère de la Défense nationale, consistait en une journée et demie de tables rondes à huis clos, suivies d'un panel public présenté le 20 janvier, au cours duquel les principales analyses ont été partagées avec un public plus large.

L'Arctique connaît une transformation profonde. Les changements environnementaux rapides, l'intensification de la concurrence géopolitique et l'accélération des avancées technologiques convergent pour redéfinir le paysage stratégique de la région. Bien que les discussions sur la politique arctique du Canada aient historiquement été ancrées dans le contexte euro-atlantique, la dimension du Pacifique Nord, en particulier en ce qui concerne le Japon et la Corée du Sud, a pris une importance croissante et demeure insuffisamment étudiée.

Dans ce contexte, la Fondation Asie Pacifique du Canada a tenu, le 20 janvier, un panel public réunissant des experts du Canada, des États-Unis, du Japon et de la Corée du Sud afin d'évaluer l'évolution des risques et des possibilités dans l'Arctique.

Les discussions ont porté sur la façon dont les changements climatiques, la coopération sino-russe, l'activité maritime et l'innovation technologique transforment les dynamiques de gouvernance et de sécurité dans l'Arctique, ainsi que sur les répercussions pour la souveraineté, les infrastructures et les partenariats du Canada. L'événement a mis en lumière la nécessité d'une analyse fondée sur des données probantes, d'une coopération pragmatique et d'un engagement accru avec les partenaires du Pacifique Nord, alors que le Canada réajuste ses stratégies pour l'Arctique et l'Indo-Pacifique.

Cet événement s'est tenu dans un contexte plus large de réévaluation de la politique étrangère canadienne. Le même jour que le panel public, le premier ministre du Canada, Mark Carney, a prononcé un [discours](#) d'envergure à Davos, appelant à un réalisme stratégique accru, mettant en garde contre toute complaisance à l'égard de la durabilité de l'ordre international fondé sur des règles et exhortant les puissances moyennes à investir dans leurs propres capacités tout en nouant des partenariats pragmatiques. Ce cadrage a fortement influencé les discussions, notamment quant à la manière dont le Canada devrait aborder la sécurité dans l'Arctique sans exagérer les menaces ni renoncer à la coopération.

Évolution du contexte géopolitique

Les participants ont souligné que l'Arctique ne peut plus être considéré comme isolé des turbulences géopolitiques mondiales. Bien que la région ait longtemps été présentée sous l'angle de « [l'exceptionnalisme arctique](#) » (soit l'idée qu'elle serait à l'abri des tensions géopolitiques observées ailleurs), l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a constitué une rupture décisive, venant s'ajouter aux tensions déjà exacerbées par l'annexion de la Crimée en 2014 et par la pandémie de COVID-19, qui a perturbé les réseaux diplomatiques et scientifiques essentiels à la gouvernance de l'Arctique.

Parallèlement, l'Arctique est désormais influencé par une incertitude systémique plus large. Les experts ont mis en évidence que les changements dans la politique étrangère des États-Unis, l'évolution de la dynamique au sein de l'OTAN et l'intensification de la concurrence entre grandes puissances ont introduit de nouveaux facteurs d'imprévisibilité dans les affaires arctiques. Pour des puissances moyennes comme le Canada, ce contexte exige une clarté stratégique : reconnaître les dures réalités de la sécurité tout en évitant des discours alarmistes susceptibles de marginaliser la coopération et d'entraver l'élaboration de politiques publiques judicieuses.

CONFÉRENCIERS



Elizabeth Wishnick

*Chercheuse principale associée,
Weatherhead East Asian Institute,
Université Columbia*



Sung-Ho Kang

*Chercheur scientifique principal,
division de la recherche sur le
climat polaire, Institut coréen de
recherche polaire (KOPRI)*



Jennifer Spence

*Directrice de l'Initiative arctique,
Centre Belfer pour les sciences
et les affaires internationales de
Harvard*



Natsuhiko Otsuka

*agrégé supérieur, Fondation
Sasakawa pour la paix*

ANIMÉ PAR



Vina Nadjibulla

*Vice-présidente, Recherche et
stratégie, FAP Canada*

Le Pacifique Nord arctique : un point de convergence émergent

Un thème central des discussions a été l'importance croissante du Pacifique Nord arctique, en particulier la mer de Béring et les voies navigables adjacentes. Alors que le discours public met souvent l'accent sur le Groenland ou l'Arctique européen, les experts ont souligné que la coopération concrète entre la Russie et la Chine s'est surtout manifestée dans le Pacifique Nord. Cela comprend des exercices conjoints des forces navales et des garde-côtes, des activités de bombardiers stratégiques ainsi qu'une coordination liée à la route maritime du Nord.

L'engagement de la Chine dans l'Arctique a été analysé dans une perspective historique et stratégique. Les experts ont retracé les origines de la coopération sino-russe à la suite de la crise financière mondiale de 2008 et ont souligné que l'ascension technologique de la Chine, notamment dans des capacités à double usage telles que les systèmes satellitaires, la construction navale et les technologies sous-marines, a modifié les dynamiques de l'Arctique. Depuis 2022, la Chine joue de plus en plus un rôle d'investisseur et de fournisseur de technologies dans les ambitions russes quant à l'Arctique, même si une méfiance réciproque persiste en arrière-plan de leur partenariat.

Cela dit, les intervenants ont mis en garde contre une surestimation de la portée chinoise. De nombreux investissements proposés par la Chine dans l'Arctique ont été suspendus ou rejetés, et les États européens de l'Arctique ont adopté une posture beaucoup plus prudente depuis le début de la guerre en Ukraine. L'écart entre les ambitions déclarées de la Chine et son empreinte réelle demeure important, ce qui souligne l'importance des évaluations des risques nuancées et fondées sur des données probantes.



Les changements climatiques comme principal facteur multiplicateur de risques

Les changements climatiques sont constamment cités comme la menace la plus immédiate et la plus déterminante pour l'Arctique. La région se réchauffe à un rythme environ quatre fois supérieur à la moyenne mondiale, entraînant un amincissement de la banquise, une instabilité accrue des phénomènes météorologiques et des modifications rapides des conditions océaniques. Les participants ont souligné qu'un accès physique accru ne se traduit pas nécessairement par une plus grande prévisibilité. Une grande partie des infrastructures existantes, ports, routes maritimes, câbles sous-marins et installations côtières, a été conçue pour un environnement plus stable. À mesure que cette stabilité s'érode, il devient plus difficile de distinguer les accidents environnementaux, les défaillances opérationnelles et les actes hostiles, ce qui accroît le risque d'erreurs d'appréciation.

Du point de vue scientifique, le principe recommandé était clair : les données d'abord, les opérations ensuite, l'expansion en dernier. Une accélération des activités sans observation et surveillance adéquates risque d'entraîner une hausse des vulnérabilités sans meilleures mesures de résilience.

Activité maritime, navigation et pêches

Les discussions ont mis en évidence une croissance soutenue de l'activité maritime dans l'Arctique. Le trafic le long de la route maritime du Nord est en hausse, principalement stimulé par les échanges commerciaux entre la Russie et la Chine, tandis que le nombre de croisières transitant par le passage du Nord-Ouest a fortement augmenté depuis la pandémie. Les participants ont également évoqué la possibilité, à plus long terme, d'une intensification des activités dans l'océan Arctique central, à mesure que la banquise continuera de régresser.

Ces tendances posent des difficultés en matière de gouvernance et d'application des règles, notamment en ce qui concerne la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). Les experts ont insisté sur l'importance de la surveillance par satellite, de la connaissance du domaine maritime et de la coopération multilatérale pour assurer le suivi des activités dans ces vastes espaces isolés. Ils ont toutefois souligné les limites des capacités d'application et la nécessité de normes internationales solides et de mécanismes de reddition de comptes fondés sur des données probantes.

[L'Accord international de 2018 pour la prévention d'activités non réglementées de pêche en haute mer dans le centre de l'océan Arctique](#) a été cité à plusieurs reprises comme un rare exemple de gouvernance préventive réussie. En interdisant la pêche commerciale tant que les connaissances scientifiques demeurent insuffisantes, cet accord international démontre que la coopération demeure possible, même dans un contexte de tensions géopolitiques accrues.

Possibilités de coopération dans le Pacifique Nord

Le Japon et la Corée du Sud sont constamment perçus comme des partenaires précieux dans le cadre de l'engagement arctique. Les deux pays disposent de capacités avancées en construction navale, en conception de navires adaptés aux glaces, en observation satellitaire et en recherche polaire. L'expertise de la Corée en matière de construction de brise-glaces et le savoir-faire du Japon

dans la surveillance maritime par satellite ont été cités comme des domaines de collaboration concrets.

Les experts ont évoqué des possibilités croissantes de coopération en matière de connaissance du domaine maritime, de recherche et sauvetage, de surveillance environnementale et de résilience des infrastructures. Des exemples tels que des patrouilles conjointes de garde-côtes et des collaborations scientifiques à bord de brise-glaces ont illustré la réalité d'une coopération pratique déjà en cours et susceptible d'être renforcée.



Fait crucial, les intervenants ont insisté sur le fait qu'une coopération efficace dans l'Arctique ne doit pas être envisagée uniquement sous l'angle militaire ou dissuasif. Les collaborations civiles, scientifiques et à double usage peuvent renforcer les résultats en matière de sécurité tout en soutenant le développement durable et les besoins des collectivités. Les experts ont notamment souligné que la prochaine [Année polaire internationale](#) (API) constituera une plateforme essentielle pour maintenir la coopération scientifique, l'observation à long terme et le partage de données, dans un contexte où les canaux diplomatiques formels sont mis à l'épreuve.

Gouvernance, savoir-faire autochtone et rôle des puissances moyennes

Les enjeux de gouvernance ont occupé une place centrale dans les discussions. Bien que les institutions multilatérales traditionnelles soient sous pression, les

experts ont souligné que la gouvernance de l'Arctique ne s'est pas effondrée. Elle évolue plutôt au moyen d'une coopération à l'échelle technique, de la diplomatie scientifique et de ce que certains ont qualifié de « diplomatie autochtone ».

Les organisations autochtones ont été mises en lumière comme des acteurs et des instances de concertation de plus en plus influents, en particulier lorsque la coopération interétatique s'avère limitée. Leur capacité d'adaptation et leur légitimité font d'eux des acteurs majeurs pour maintenir le dialogue et guider les priorités stratégiques.

Pour les puissances moyennes, l'Arctique représente à la fois un risque et une occasion. Les participants ont soutenu que le Canada, le Japon et la Corée du Sud pouvaient exercer une influence en formant des coalitions, en partageant leur expertise et en renforçant les normes internationales, plutôt que de se limiter à réagir passivement à la concurrence entre les grandes puissances.

Points à retenir

Alors que l'Arctique entre dans une période d'incertitude accrue, les participants ont convenu que le défi pour le Canada ne consiste pas uniquement à se prémunir

contre les menaces émergentes, mais aussi à façonner l'avenir de la région par un engagement éclairé, coopératif et stratégique. L'événement a donné lieu à plusieurs conclusions générales :

- L'Arctique n'est plus périphérique dans la géopolitique mondiale, et la dimension du Pacifique Nord exige une attention accrue sur le plan des politiques publiques.
- Les changements climatiques constituent le principal moteur des risques, exacerbant les difficultés à la fois en matière de sécurité et de gouvernance.
- La coopération sino-russe est particulièrement déterminante dans l'Arctique du Pacifique Nord, mais les perceptions des menaces doivent reposer sur des données probantes plutôt que sur la rhétorique.
- Une coopération pragmatique avec le Japon et la Corée du Sud offre au Canada des avenues concrètes pour renforcer la résilience, la surveillance et l'interopérabilité dans l'Arctique.
- Une gouvernance efficace de l'Arctique reposera sur une prise de décision fondée sur la science, un leadership autochtone affirmé et une collaboration pragmatique entre puissances moyennes.

